



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° d'accord cadre :

ACCORDS-CADRES
ACTE D'ENGAGEMENT¹

ATTRI1

Alors qu'un acte d'engagement était autrefois requis de l'opérateur économique soumissionnaire lors du dépôt de son offre, sa signature n'est plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution du marché public.

Le formulaire ATTRI1 est un modèle d'acte d'engagement qui peut être utilisé par l'acheteur, s'il le souhaite, pour conclure un marché public avec le titulaire pressenti.

Il est conseillé aux acheteurs de renseigner les différentes rubriques de ce formulaire avant de l'adresser à l'attributaire. Ce dernier retourne l'acte d'engagement signé, permettant à l'acheteur de le signer à son tour.

En cas d'allotissement, un formulaire ATTRI1 peut être établi pour chaque lot. Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul ATTRI1 peut être complété. Si l'attributaire est retenu sur la base d'une offre variable portant sur plusieurs lots, soit un acte d'engagement est établi pour les seuls lots concernés, soit l'acte d'engagement unique mentionne expressément les lots retenus sur la base d'une offre variable.

En cas de groupement d'entreprises, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Objet de l'acte d'engagement.

■ **Objet de l'accord-cadre:**

Fournitures de lanceurs mono-coup de calibre 40 mm et de viseurs électroniques destinés aux services de la sécurité intérieure et de la direction de l'administration pénitentiaire.

■ **Cet acte d'engagement correspond :**

☐ au lot n° de l'accord cadre :

☒ à l'offre de base

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord cadre :

1. l'acte d'engagement et son bordereau de prix ;
2. le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
6. la mise au point éventuelle.

et conformément à leurs clauses,

Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☒ à exécuter les prestations demandées aux prix figurant au bordereau des prix unitaires, annexe du présent document.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint

ou

☐ solidaire

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

B3 - Compte (s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

B4 - Avance (article R. 2191-3 ou article R. 2391-1 du code de la commande publique) :

Les engagements quant au bénéfice de l'octroi d'avance seront précisés lors de l'établissement des marchés subséquents.

B5 - Durée d'exécution de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date de sa notification.
La durée de validité des marchés subséquents ne peut excéder la date de validité de l'accord-cadre.

C - Signature de l'accord-cadre par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.

C1 – Signature de l'accord-cadre par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

C2 – Signature de l'accord-cadre en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint ou ☐ solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures de l'accord-cadre ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification et signature de l'acheteur.

■ Désignation de l'acheteur :

Ministère de l'Intérieur
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
(Immeuble Garance)
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des marchés des équipements et des matériels
Place Beauvau 75800 PARIS CEDEX 08
Téléphone : 01.86.21.60.03 – Télécopie : 01.86.21.61.00.
Courriel: sailmi-achats-securite-interieure@interieur.gouv.fr

■ Nom, prénom, qualité du signataire de l'accord-cadre :

Le chef de service, ou le sous-directeur ou l'adjoint au sous-directeur du Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI).

Origine de son pouvoir : référence de la délégation

- Pour le Service de l'Achat, de l'Innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI) : Arrêté du 6 septembre 2019 modifiant l'arrêté du 12 août 2013 portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur).
- Pour le chef du Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur : Arrêté du 04 mars 2024 portant nomination.
- Pour la sous-directrice de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés du SAILMI : Arrêté du 05 mai 2025 portant nomination.
- Pour l'adjointe au sous-directeur de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés du SAILMI : Décision du 28 juillet 2023 portant délégation de signature.

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances)

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier (DEPAFI)
Centre de prestations financières (CPFI)
Place Beauvau – Immeuble Lumière
75 800 PARIS CEDEX 08

■ Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Service du contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de l'intérieur
Place Beauvau
75 800 PARIS CEDEX 08

■ Imputation budgétaire :

Les imputations budgétaires seront précisées sur les actes d'engagement des marchés subséquents.

Pour l'État et ses établissements:

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : , le

Signature

(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché public)